

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Avortement, les femmes sont en tête

50 000 marchent à Paris
«Choisir» organise un colloque

«Le pays
le plus libéral
en ... 1989»

AU cours de son voyage en Aquitaine, Giscard a multiplié les appels au consensus. Mais il a atteint les sommets du bavardage en formulant le vœu « que pour le 200^e anniversaire de la Révolution, en 1989, la France apparaisse comme un modèle d'Etat libéral ».

Tout au long du périple de Giscard en Aquitaine, les CRS n'ont pas chômé, matraquant sans pitié les manifestations de travailleurs : libéralisme de la matraque où l'expression populaire et de plus en plus restreinte.

Décidément, le libéralisme fait des ravages. Il y a quinze jours, une employée au service de nettoyage d'Air-Inter était menacée de licenciement pour le « vol » de deux bouteilles de jus d'orange. Sans le mouvement de solidarité du personnel, elle n'aurait pas été réintégrée.

A Rouen, un militant syndical CGT, Marcel Lamy, est détenu depuis six jours en prison, comme un malfaiteur, pour avoir popularisé la lutte des travailleurs de son entreprise, la CFEM.

A Vénissieux, (usine Berliet), le ministre du travail, dans un accès de libéralisme, vient d'autoriser les patrons à licencier quatre délégués syndicaux, un CFDT et trois CGT, dont le secrétaire général du syndicat de l'entreprise.

On se souvient des violents affrontements qui avaient marqué l'intervention de la police à Cherbourg et des attaques récentes contre les piquets de grève. Est-ce pour masquer cette répression, ces détections arbitraires, ces coups de main contre les piquets de grève de Giscard parle tant de libéralisme et de concertation ? Une chose est certaine, la riposte unitaire apparaît comme une nécessité aux yeux de tous sur le terrain. Ce lundi, 8 octobre, un meeting unitaire CGT-CFDT va se tenir à Vénissieux après une manifestation atelier par atelier. Mardi 9 octobre, à Rouen, un grand rassemblement est prévu devant le tribunal à l'occasion de la comparution de Marcel Lamy. Une riposte qui ne manquera pas de montrer le cynisme des paroles de Giscard sur le libéralisme.

Léon CLADEL

Giscard
en Aquitaine
Voir page 5



Photo HR (Bob Regard)

Voir pages 3 et 4

30e ANNIVERSAIRE DE LA RDA

Manœuvres de Brejnev contre les fusées Pershing II

BREJNEV a prononcé, à l'occasion du 30^e anniversaire de la RDA à Berlin-Est, un discours qui n'a pas manqué de surprendre, dans un premier temps, les pays d'Europe de l'Ouest. Il a promis de retirer dans les douze mois à venir vingt mille soldats soviétiques et un millier de chars. Il s'est affirmé prêt à réduire les vecteurs nucléaires disposés dans la partie occidentale de l'URSS à condition que les Européens cessent d'en déployer sur leur propre territoire.

Il a « déclaré solennellement » que l'URSS n'utiliserait jamais les armes nucléaires contre les pays qui renoncent à produire de telles armes et à en baser sur leur territoire. Il s'est dit prêt à renoncer aux manœuvres de

plus de cinquante mille hommes si l'OTAN faisait de même.

Ces propos interviennent dans un contexte politique international où depuis plusieurs mois se renforce la conviction de la supériorité écrasante de l'armement soviétique. Ils ont de quoi surprendre dans la bouche d'un Brejnev plus habitué à brandir les paroles de menaces que de conciliation.

En ce moment, le Sénat américain discute laborieusement des accords SALT II sur la limitation des armements stratégiques. Ces accords ont de fortes chances de ne pas être ratifiés, ce qui serait un échec pour Brejnev.

Mais ce qui préoccupe l'URSS, c'est la décision que doit prendre en décembre le Conseil de défense de l'OTAN de produire un

nouveau missile, Pershing II, capable d'atteindre le territoire soviétique depuis l'Europe occidentale. En effet, actuellement, l'URSS dispose de missiles SS 20, stationnés sur ses frontières et capables d'atteindre avec précision un objectif ouest-européen. L'OTAN ne possède aucun missile du même type. En cas d'agression, l'Europe se révélerait particulièrement vulnérable. La proposition de Brejnev intervient au moment où les dirigeants de la RFA, après hésitation, viennent de donner leur accord à la construction de fusées Pershing II. L'affirmation de Brejnev de ne pas utiliser l'arme nucléaire contre ceux qui n'en ont pas sur leur territoire tient plus de la menace que de la promesse. Elle vise à intimider les pays comme l'Allemagne fédérale, la Belgique

et les Pays Bas qui sont réticents à l'idée d'accueillir les fusées Pershing.

Brejnev a curieusement omis de signaler si la réduction de vecteurs de moyenne portée concernait les missiles SS 20 ou bien des missiles plus anciens ou des bombardiers. Quant aux 20 000 hommes et aux mille chars que l'URSS propose de retirer c'est une goutte d'eau par rapport aux 600 000 soldats russes basés en Europe de l'Est et aux 57 200 chars dont dispose le Pacte de Varsovie.

Il s'agit de manœuvres de Brejnev pour empêcher que ne soit remise en cause la supériorité militaire écrasante dont il dispose actuellement en Europe.

Léon CLADEL

« Nous voulons un accord qui sanctionne les gains et les avancées de la lutte armée et pas un accord qui les nie »

Déclaration de Robert Mugabe, co-président du Front patriotique du Zimbabwe

Le Zimbabwe est une ancienne colonie britannique située en Afrique australe, elle s'appelait à l'époque Rhodésie. Le 11 novembre 1965, le premier ministre Ian Smith, leader de la minorité blanche raciste et ultra-réactionnaire, a proclamé unilatéralement l'indépendance contre la volonté de l'ancienne métropole et bien entendu contre les aspirations du peuple zimbabwéen, créant l'État raciste de Rhodésie. A la demande de la Grande-Bretagne, le conseil de sécurité de l'ONU décrète des sanctions contre la Rhodésie le 16 décembre 1966. Ce sont ces mesures d'embargo, toujours en vigueur, que le gouvernement britannique aurait voulu lever. Mais face à la réprobation de tous les États africains membres du Commonwealth, qui regroupe les anciennes colonies britanniques, le gouvernement de Londres recule et accepte de convoquer la conférence de Londres réunie depuis le 10 septembre.

ROBERT Mugabe, président de la ZANU et co-président du Front patriotique du Zimbabwe, a tenu le 29 septembre dernier à Bruxelles une conférence de presse. Voici quelques extraits de la déclaration qu'il a faite avant de répondre aux questions des journalistes.

LA POLITIQUE BRITANNIQUE : UNE SUCCESSION D'ÉCHECS

Afin de bien situer les enjeux de la conférence constitutionnelle réunie à Londres depuis le 10 septembre sur le Zimbabwe-Rhodésie, Robert Mugabe a commencé par brosser un rapide historique des événements qui ont conduit à la situation actuelle : « La première conférence constitutionnelle en 1961 (...) qui donna 15 sièges aux Africains au Parlement et 50 sièges aux amis blancs des Britanniques. En octobre 1965, avant l'UDI (déclaration unilatérale d'indépendance par Ian Smith) (...) Nous avons insisté pour que la Grande-Bretagne prenne des mesures, elle n'en a rien fait ».

Puis il a évoqué la série de discussions en 1966, 1967-1968, 1971, qui excluaient complètement les dirigeants africains et qui « ont donné les propositions Douglas Home que notre peuple a rejetées en 1972 (...) ».

(...) En 1976, les Britanniques ont convoqué une conférence à Genève, à laquelle nous avons participé... Cette conférence échoua à cause de la volonté du gouvernement britannique de satisfaire la communauté des colons blancs, qui réclamait la préservation perpétuelle de son pouvoir (...)

Puis, le gouvernement travailliste combina le plan anglo-américain et, de septembre 1977 à avril 1978, nous avons négocié avec les Anglais. Nous avons eu deux rencontres qui se terminèrent avec eux : l'une à Malte en janvier de l'année

dernière et l'autre à Dar-es-Salaam en avril de cette même année (1978). Une fois encore, les Britanniques ont vu la fermeté de nos positions ; ils sont même tombés d'accord avec nous sur des principes de base. Malgré cela, ils ont décidé de laisser se faire l'accord interne, de s'orienter vers des élections qui se sont tenues en avril de cette année (...).

LES EXIGENCES DU FRONT PATRIOTIQUE

« La position, tant celle du Front patriotique que celle de la Grande-Bretagne, était que, si l'on voulait réaliser l'indépendance, trois conditions fondamentales, sine qua non, étaient nécessaires :

1) Le régime devait être changé ;
2) Ses forces devaient être démantelées ;

3) Les forces du Front patriotique devaient être reconnues comme base de l'armée régulière (...).

(...) C'est pourquoi maintenant, nos exigences sont qu'on ne peut discuter la Constitution sans prendre en compte le régime transitoire qui mènera à la réalisation de l'indépendance effective. Nous avons donc insisté auprès des Anglais sur ce point : il ne peut y avoir d'accord avec nous sur la Constitution d'indépendance tant qu'il n'y aura pas d'accord sur les modalités de la période intérimaire. Et les Anglais nous ont promis que ce serait le cas (...)

(...) Les armées en présence sont celle du Front patriotique d'une part, celle des colons anglais d'autre part. Cette dernière, c'est l'armée qui combat pour soutenir et préserver l'État illégal créé après l'UDI ; c'est l'armée qui renforce le gouvernement de la minorité ; c'est l'armée qui commet des exactions brutales et des actes d'agression contre les États voisins, qui commet les massacres de populations civiles à l'intérieur du pays et à l'extérieur du pays (...). Nous ne pouvons la prendre comme armée d'un Zimbabwe

indépendant. De l'autre côté, vous avez nos forces de libération qui se battent résolument dans l'intérêt de la démocratie, dans l'intérêt de la libération, dans l'intérêt de la liberté. Voilà l'armée qui convient le mieux pour devenir l'armée du peuple. (...)

(...) Les forces de police qui opèrent dans le pays ne valent pas mieux que l'armée (...). La police n'est pas seulement la gardienne de la loi et de l'ordre. Elle est aussi utilisée pour commettre des atrocités. (...) On ne peut donc les accepter comme force de police du pays. Encore moins, ne pouvons-nous les laisser superviser les élections (...). Nous voulons donc voir ces forces démobilisées pendant la période de transition ».

UNE FERMETÉ QUI N'EXCLUT PAS LA VOLONTÉ D'ABOUTIR

« Mais afin de faciliter les négociations de sorte qu'on puisse aborder la discussion sur les points décisifs dont j'ai parlé, nous avons fait des concessions aux Britanniques, en particulier sur leur proposition de représentation des blancs sur la base de la race. (...)

(...) Nous ne voulons pas que des critères raciaux soient inscrits dans la Constitution. La Grande-Bretagne a dit : « oui, bien sûr, votre position semble saine, logique ; ce sont des principes et une philosophie valables, mais ce n'est sûrement pas la bonne psychologie. Une bonne psychologie requiert que l'on fasse appel aux sentiments des blancs et qu'on leur accorde une représentation sur une base raciale. » Aussi sous la pression, et parce que nous voulions éviter une rupture des négociations, nous avons dit : d'accord, gardez vos 20 % de sièges pour les blancs à condition qu'ils ne bloquent pas le processus législatif. (...)

Nous voulons un accord qui sanctionne les gains et les avancées de la lutte armée et pas un accord qui les nie. Nous ne permettrons pas un accord qui signifierait le maintien du pouvoir entre les mains de la minorité blanche. (...) Voilà la situation et nous ne voulons pas accepter une situation où Smith conserverait les fusils et où n'aurions que des bulletins de vote inutiles. Ce n'est pas ça le pouvoir. C'est sur ce point que nous allons être particulièrement vigilants. Et c'est là où nous verrons si la Grande-Bretagne est sincère, si en même temps qu'elle nous donne le pouvoir politique elle nous donne l'assurance que nous aurons les armes pour la préserver et éviter une restauration ou une nouvelle UDI ».

Henri BERTHAULT

Solidarité avec l'opposition démocratique !

Manifestations à Cologne (RFA)

De notre envoyé spécial, Jean Schubert

La RDA a 30 ans — à cette occasion, une grande parade militaire a eu lieu à Berlin-Est en présence des dirigeants est-allemands et de ceux de tous les États du Pacte de Varsovie, à l'exception du président roumain Ceausescu.

D'une autre manière, cet anniversaire a été fêté de l'autre côté de la frontière, à Cologne, par différentes manifestations placées sous le signe de la solidarité avec l'opposition démocratique et de réflexion sur la question nationale allemande.

Samedi soir : forum de discussions

SAMEDI soir, douze représentants de l'opposition progressiste dans les deux États allemands ainsi que dans d'autres pays d'Europe de l'Est ont débattu, devant une salle archi-comble, des problèmes du faux socialisme des pays de l'Est ainsi que de la question allemande.

A la tribune, figuraient entre autres Leonid Pliouchtch, mathématicien soviétique exilé en France en 1976 après plusieurs

années d'asile psychiatrique ; plusieurs dissidents est-allemands, le professeur Flechtheim, personnalité démocratique d'Allemagne de l'Ouest, Christian Semler, président du Parti communiste d'Allemagne et Rudi Dutschke, (« Rudi le Rouge », comme on l'appelait autrefois en France)...

Parmi les nombreuses interventions, retenons d'abord celle de Leonid Pliouchtch, qui dénonça en termes vigoureux la politique de guerre de l'URSS aux quatre coins du monde et ajouta : « La troisième guerre mondiale a déjà commencé, en Indochine ».

Pliouchtch dénonça aussi les aspects négatifs des accords de Helsinki : « Il faut lutter pour la détente, mais il faut aussi lutter pour les droits de l'homme », dit-il. « Être pour la paix, cela ne veut pas dire baisser toujours les bras. Il faut la détente, mais il ne faut pas céder à la pression ». Pliouchtch compara aussi les prochains Jeux olympiques de Moscou en 1980 avec les Jeux qui eurent lieu en 1936 dans l'Allemagne hitlérienne. Il dit : « Hitler parlait alors beaucoup de désarmement, et il préparait la guerre. Aujourd'hui, l'URSS fait pareil ».

Notons aussi l'intervention de Rudi Dutschke, qui reprit à son compte la formule de Rosa Luxembourg : « Pas de démocratie sans socialisme, pas de socialisme sans démocratie » en y ajoutant : « Pas de socialisme sans défense des droits de l'homme ». Dutschke dit : « Nous n'avons pas le droit de soutenir seulement l'opposition communiste et socialiste, nous devons soutenir toute opposition démocratique. »

JS

Séminaire de recherches et réflexion

AL'INITIATIVE du « Cercle d'étude et de solidarité avec Rudolf Bahro » (Bahro purge actuellement une peine de sept ans de prison en RDA), quelque 150 personnes se sont réunies à Cologne le week-end dernier pour débattre des questions brûlantes de l'Allemagne : la division et les perspectives de réunification, le bilan de trente ans de « socialisme » en RDA et la question des libertés en RDA.

Les participants étaient très divers, tant par leur origine (certains, comme l'Allemand de l'Est Thomas Evler ou le Polonais Witold Wirpsza, avaient une expérience personnelle fort concrète de la répression dans les pays de l'Est), que par leurs opinions politiques. Pourtant, par-delà les divergences, une idée est revenue sur toutes les lèvres : la dénonciation de ces « pays qui s'appellent socialistes, mais qui sont en réalité la négation du socialisme », ainsi que le dit, parmi d'autres, Rudi Dutschke, l'ancien leader étudiant ouest-allemand, lui-même également originaire de RDA.



« Liberté pour Rudolf Bahro ! » Samedi 6 octobre après-midi, dans les rues de Cologne, plusieurs centaines de personnes ont manifesté pour exiger la libération de Rudolf Bahro et de tous les autres détenus politiques à l'Est et à l'Ouest. (Photo Rote Fahne)

L'Europe verse 30 millions de francs pour le peuple cambodgien

APRES avoir reçu l'accord des gouvernements membres de la Communauté économique européenne, la commission européenne vient de décider l'octroi d'une aide immédiate en faveur de la population du Cambodge. Intervenant peu après les offres de la France, cette aide de la Communauté européenne s'élève à environ 30 millions de francs. Elle sera acheminée par l'intermédiaire d'organismes internationaux comme la Croix Rouge internationale et l'UNICEF.

Cette aide touchera environ 2,5 millions de personnes, soit 2 200 000 dans la région de Phnom Penh, sous contrôle vietnamien, et 300 000 près de la frontière thaïlandaise, dans les zones de résistance. Que l'aide internationale aille à l'ensemble de la population cambodgienne, et non seulement aux régions contrôlées par les forces armées vietnamiennes comme continuent de l'exiger les autorités de Phnom-Penh, est une décision positive, tant sur le plan humanitaire que politique, puisqu'elle n'implique pas une reconnaissance diplomatique du régime de Heng Samrin mis en place à Phnom-Penh par l'armée vietnamienne, au début de cette année.

LA CRITIQUE DE L'HUMANITÉ

Cette décision a d'ailleurs été violemment critiquée par l'Humanité. Sous le titre « Aider le peuple, pas les bourreaux », ce journal réclame une discrimination dans la distribution des aides au peuple cambodgien.

Selon le PCF, les aides devraient aller exclusivement aux zones contrôlées par l'armée vietnamienne et, éventuellement, aux réfugiés qui se trouvent en Thaïlande, mais surtout pas aux zones de maquis. Que penser d'une telle position ?

D'abord, on peut remarquer que, quel que soit le jugement de chacun sur la politique intérieure suivie au Cambodge entre 1975 et 1978, ce n'est pas une raison pour laisser mourir de faim une partie de la population, sous prétexte qu'elle est avec les « Khmers rouges ».

Et ensuite, puisque l'Humanité n'a pas l'air très choquée à la perspective de laisser mourir de faim des centaines de milliers de personnes « coupables » de résister à l'invasion de leur pays, on peut se demander si le journal du PCF ne se met pas carrément à la remorque de l'un des objectifs les plus inhumains et les plus extrémistes des dirigeants vietnamiens : anéantir physiquement tous les résistants et la population qui les accompagne.

Jusqu'à présent, l'Humanité n'avait pas été aussi loin dans son soutien à Hanoi.

Claude LIRIA

Effectifs des troupes vietnamiennes d'agression au Kampuchea au mois d'août 1979 (Nouvelles diffusées par la Voix du Kampuchea démocratique le 1er septembre 1979)

LES effectifs des troupes vietnamiennes d'agression stationnées au Kampuchea en ce mois d'août 1979 dépassent 200 000 hommes. Il comprend :

- 16 divisions réparties à travers tout le pays avec un nombre important le long de la frontière Kampuchea-Thai. Ces divisions sont les divisions No 2, No 3, No 4, No 5, No 8, No 51, No 52, No 54, No 126, No 302, No 303, No 307, No 309, No 317, No 330 et No 475.

- A ces 16 divisions, s'ajoutent 3 autres divisions, divisions No 7, No 9 et No 342, qui sont des divisions d'intervention. Soit un total de 19 divisions.

- En plus de ces 19 divisions, il y a encore 12 régiments autonomes appartenant soit à l'armée soit à la garde frontière.

Ces troupes d'agression vietnamiennes se livrent à des massacres massifs de population, pillent et détruisent l'économie nationale et les biens des habitants. Elles sont à l'origine des immenses souffrances et de la famine de notre peuple. Ce sont aussi elles qui menacent la Thaïlande le long de la frontière et qui aggravent la tension de la situation en Asie du Sud-Est. Par conséquent, la seule solution au problème du Kampuchea est de contraindre le Vietnam à retirer toutes ses troupes et à laisser le peuple du Kampuchea résoudre lui-même ses propres problèmes. Que le Vietnam retire toutes ses troupes d'agression, et la paix sera immédiatement rétablie au Kampuchea, de même que la situation en Asie du Sud-Est reviendra à la normale.

Soutien financier

Libellez vos chèques à Nghet Chopininto et adressez les au comité des patriotes du Kampuchea démocratique, 53, avenue Lénine-(94) Gentilly

Pour l'avortement, les femmes sont en tête

LE premier week-end d'octobre restera dans le souvenir de bien des femmes. Il a marqué une étape importante dans la lutte des femmes pour le droit à l'avortement. En effet, ce même week-end, 50 000 femmes manifestaient à Paris, un colloque réunissait à l'UNESCO des personnalités souvent émérites, connues pour leurs positions en faveur de ce droit des femmes, et à la Salpêtrière, aux entretiens de Bichat, le débat s'installait aussi à l'occasion d'une table ronde sur les complications des interruptions volontaires de grossesse (IVG).

Attendue par certains avec scepticisme, par d'autres avec enthousiasme, la marche des femmes samedi 6 à Paris pour l'avortement, dépénalisé, libre et gratuit y compris pour les mineures et pour les immigrées non-résidentes, a été un grand succès.

Ce sont 50 000 femmes qui ont pris possession des rues de Paris, dans la joie, la joie d'être aussi

nombreuses, la joie de se sentir fortes. La première marche de femmes de cette ampleur, la première aussi de cette diversité : elles étaient venues de toute la France, de Corse, et même de l'étranger : on remarquait les Hollandaises, les femmes africaines, les Algériennes, mais aussi les immigrées et des groupes de femmes des partis politiques, PS et PSU. Mais beaucoup étaient venues pour leur première manifestation.

Malgré les barrages de police qui ont empêché le passage devant le Parlement, malgré la contre-manifestation de *Laissez-les vivre*, qui renonça vite à l'affrontement, la marche des femmes se termina par un bal, sans incident notable.

Les femmes ne sont pas prêtes à abandonner cette lutte. Les parlementaires vont-ils l'oublier en rediscutant la loi fin novembre ?

Claire MASSON

ENTRETIENS DE BICHAT

Donner les moyens d'avorter le plus tôt possible

LES entretiens de Bichat se terminaient dimanche matin par une table ronde sur les complications de l'interruption volontaire de grossesse. Animée par des médecins gynécologues et obstétriciens bien connus pour leur opposition à la libéralisation de la loi Veil, la table ronde a soulevé de vives oppositions malgré la volonté de rester entre médecins (entrée étroitement surveillée). Car les médecins qui se sont battus et se battent pour le droit des femmes à avorter dans les meilleures conditions étaient venus dans la salle pour apporter la contradiction.

En fait, tout le monde s'accorde à reconnaître que l'IVG faite dans un centre médical ne présente plus de risques graves, et surtout s'il est fait très tôt. (Vers la 6e semaine). Tout retard augmente le risque, avec un palier important entre la

12e et la 13e semaine. Pas plus de 3,2% de complications jusqu'à dix semaines selon le bilan du professeur Soutoul de Tours, ce qui rejoint les conclusions du professeur américain Tietze au colloque de Choisir la veille.

Mais même après la 13e semaine, les complications qui passent de 7,9 à 34% selon les méthodes utilisées (dilatation et évacuation, ou hystérectomie ou induction médicale) restent dans les mêmes proportions que les complications des accouchements, avec une mortalité de dix fois inférieure.

La majorité du corps médical se retrouve donc pris dans ses propres contradictions : si l'avortement est préférable dans les six premières semaines, ce n'est qu'une large information et la suppression de toutes les entraves qui peut permettre aux femmes d'avorter dans les meilleurs délais. Le



Marche des femmes, le 6 octobre.

professeur Tietze l'a clairement dit : « Si vous voulez préserver la santé des femmes, supprimez au moins le délai d'une semaine de réflexion ! ».

COLLOQUE DE «CHOISIR»

Choisir de donner la vie : «La liberté, c'est la connaissance»

Pour la première fois dans le monde, se tenait les 5, 6 et 7 octobre, à l'UNESCO à Paris, un colloque large sur le thème : *Choisir de donner la vie*. Ce colloque organisé par Gisèle Halimi et le groupe Choisir réunissait en effet sur ce thème des femmes bien sûr, mais aussi des démographes, sociologues, historiens, syndicalistes, architectes et parlementaires pour en faire l'approche la plus large possible. L'avortement peut-il être séparé de tout un contexte social, économique et politique ? C'est cette approche nouvelle, mais pourtant fondamentale, qui a guidé Choisir dans l'intention bien avouée de donner de nouveaux éléments de réflexion au Parlement qui doit rediscuter dans un mois et demi de la loi Veil sur l'IVG (interruption volontaire de grossesse). Parce que, aussi, pour les femmes, la liberté, c'est la connaissance.

«CE colloque est un grand succès », concluait Gisèle Halimi, présidente de Choisir, dimanche en fin d'après-midi. Peu d'assistantes avaient envie de dire le contraire. Et peu de participants non plus. Passionnées et passionnantes, telles étaient ces trois journées à l'emploi du temps chargé, où des dizaines de points de vue se confrontèrent. Au programme de la première journée le matin le film : « Femme sous influence » abordait les questions d'histoire et de jé-

gistration de la maternité. Le soir, des témoignages et un aperçu sur les législations de l'avortement dans le monde, qui ramenaient à l'actualité.

AVORTEMENT ET MATERNITÉ

La seconde journée, présidée par le professeur Minkowski, avait un caractère médical très marqué ; médical pour l'avortement : le professeur américain, Tietze, référence internationale

Suite page 4

COLLOQUE DE «CHOISIR»

Choisir de donner la vie :
«La liberté,
c'est la connaissance»



Colloque de « Choisir » les 5, 6 et 7 octobre à l'UNESCO. Au centre, Gisèle Halimi. La première table ronde sur « L'infinie servitude de la femme »

Suite de la page 3

pour la question des avortements, fit un bilan très précis sur les accidents des avortements tardifs — qui ne dépassent en aucun cas ceux de l'accouchement.

Mais pas seulement l'avortement, les problèmes de la maternité et de l'accouchement furent aussi au cœur des débats. Et la présence de Marie-Josée Jauvert qui a publié un livre sur le mythe de « l'accouchement sans douleur », tout en accueillant l'appui des nombreuses mères présentes, se heurta avec vivacité aux médecins obstétriciens défenseurs de la méthode.

Cette vivacité dans les débats et dans les réactions de la salle encore plus nombreuse, on la retrouvait le dimanche.

LA DIFFICILE AVANCÉE DES SYNDICATS

Le matin, la parole était aux syndicalistes : Christiane Gilles (CGT), Paulette Hofman (FO) et Jeannette Laot (CFDT), sous la présidence de Jacqueline Nonon, responsable du travail des femmes à la CEE. Des exposés un peu ternes, malgré la verve de Paulette Hofman, qui faisaient le tour des insuffisances et des luttes syndicales sur les rapports « maternité et travail ». La salle, marquant sa déception, fit changer le ton. Les responsables syndicales, interpellées sur le fait que les syndicats avaient « pris le train en marche » pour la question de la con-

traction et de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), firent alors, avec beaucoup de sincérité, le bilan des difficultés énormes à faire passer les revendications spécifiques des femmes dans le monde syndical, encore largement dominé par les hommes.

L'horaire était déjà largement dépassé quand put enfin commencer le débat suivant sur l'environnement — l'accueil de la femme et de l'enfant — et le nucléaire.

RAPPORT DE FORCE ÉLECTORAL SUR LE CORPS DES FEMMES

Le colloque se termine dimanche après-midi par la table ronde des parlementaires... Des représentants UDF, RPR — ayant voté la loi Veil en 1974 — PCF, PS confrontèrent leurs analyses et leurs points de vue sur les aspects contestés de la loi : le délai de dix semaines, la clause de conscience des médecins, le remboursement par la Sécurité sociale.

Plus que d'éclaircir ces problèmes, le débat fit plutôt prendre conscience des rapports de force mis en place par les partis à l'Assemblée. On veut faire rentrer la loi Veil dans le carcan de la « politique » de ces messieurs de l'Assemblée. C'est le chantage entre les Partis représentés : accepter une mauvaise loi — celle qui existe — ou revenir à la loi de 1920 et à l'avortement clandestin. Chacun des groupes de l'opposition ou de la majorité agitant le spectre de la loi de 1920 pour

imposer sa position. Qui osera prendre la responsabilité, en votant contre la loi Veil, de revenir au Moyen Age ?

Cette angoissante question planait d'ailleurs sur l'assistance. Le corps et la vie des femmes, enjeu d'une bataille électorale, ... voilà bien de quoi justifier, à posteriori, la marche du 6 octobre, qui se voulait résolument hors des partis !

Sans doute est-il dommage que le point le plus important, celui qui détermine la politique d'un pays en matière de contraception, celui qui est dans toutes les têtes : politique nataliste ou pas, n'ait pas été suffisamment abordé. Certes, une table ronde, samedi en fin de journée, donnait la parole aux démographes, aux sociologues et aux écologistes. Certes, tous les avis scientifiques contestent le lien entre contraception — et avortement — et natalité. Mais n'est-ce pas pourtant, parce que le gouvernement veut des enfants qu'il maintient la loi Veil en son état ? N'est-ce pas parce que, pour lui, la liberté des femmes de donner la vie s'arrête aux portes des exigences économiques ?

Mais malgré cette insuffisance, si la liberté pour les femmes, c'est la connaissance, si avec ces trois jours de travail, « la lutte des femmes est passée de sa phase iconoclaste à sa phase scientifique », comme le dit Gisèle Halimi, ce colloque sera sans doute une arme de plus, puisqu'il sera publié dans trois semaines aux éditions Gallimard.

Claire MASSON

ACCIDENT DU TRAVAIL

Dunkerque :
«La navale
en grève
pour un bon accord
de sécurité»

Nord, correspondant

VENDREDI 5 octobre, un léger brouillard s'est levé sur Dunkerque.

Le ciel est gris, bas, le soleil noyé à travers la brume. Il y a exactement une semaine, les trois ouvriers du Walchand décé-

daient des suites de leurs brûlures. Depuis c'est la grève sur les chantiers : ceux de la navale ont dit « Ça suffit ». Comme le dit la CGT, la volonté de chaque travailleur est de « revoir sa famille quand il la quitte pour se rendre au travail ». Les syndicats entendent parvenir à un accord garantissant la sécurité dans la navale, accord qui selon la CGT devrait contenir :

« 1) Le principe sur les chantiers de permanents et de semi-permanents de sécurité, dotés du droit d'interdire les travaux en début des opérations de réparation, ainsi qu'au cours des travaux dans le cas où la situation donnerait des risques importants.

Permanents ou semi-permanents seront présentés par les organisations syndicales, élus par les salariés (...).

2) Une commission de coordination de comités d'hygiène et de sécurité (CHS) des entreprises de la réparation navale. (...) Cette commission comprendra deux représentants de chaque CHS, l'un pour la direction de l'entreprise, l'autre pour le personnel. Ainsi qu'un représentant de chaque section syndicale signataire (...).

3) Le maintien en bon état de fonctionnement des vestiaires et sanitaires de la nouvelle cale sèche ».



Le complexe industriel de Dunkerque

Les premiers acquis	Ce que demande la CFDT
Un ingénieur sécurité	Plus une secrétaire administrative et 6 adjoints à temps plein.
Un service de sécurité dans toutes les entreprises de 250 personnes	Extension des textes de sécurité à toutes les entreprises, sous-traitantes comprises.
Des commissions de sécurité par secteur	Des sections ayant même pouvoir que les CHS
Visite d'atelier quatre fois l'an par le CHS	Visite à la demande des travailleurs.
Visite de CHS à l'ouverture de chantiers importants	Rémunération des représentants des travailleurs au CHS pour visite et toute mission.
Les agents de sécurité peuvent stopper le travail mais la décision revient à l'employeur	Pouvoir réel et permanent des agents de sécurité.
Une commission de coordination pour tous les CHS de la navale	Un comité central d'hygiène et de sécurité avec des pouvoirs définis par la loi.
Un centre médical pour toute la navale	Outillé comme le prévoit la loi.
Embauche d'un infirmier	Deux infirmiers au moins.
Formation de securistes	Application du décret du 20 mars 1979.
Formation à la sécurité du personnel.	Formation sur le temps de travail étendu à tout le personnel.

AU PIED DE JEAN BART

Pour sa part, dans un tract diffusés au matin du vendredi 5 octobre au rassemblement devant les docks flottants, la section CFDT de Béliard rappelle les onze premiers points acquis et les demandes complémentaires de la CFDT (voir encadré). 16 h 30, voici l'heure du rassemblement des travailleurs de la navale, place Jean Bart, pour faire le point sur l'état des discussions avec les patrons.

Jean Paul Gérin intervient pour la CGT : « Un accord de sécurité signé ce soir c'est quelque chose de tout à fait possible » déclare-t-il et le représentant de la CFDT rappellera de son côté que « la CGT et la CFDT travaillent sur le même projet ».

« Aujourd'hui, la priorité est à la lutte, me dit Jean-Paul Guérin. Aboutir sur la sécurité, ça veut dire que c'en est fini des échafaudages n'importe comment ; ça veut dire que c'en est fini des navires qu'on répare sans les vider, sans les nettoyer et les inspecter ».

Au pied de la statue de Jean Bart, ceux de la navale attendent le résultat des négociations. On discute, on tape la belote. Le temps est toujours gris et couvert.

VISITE DE GISCARD D'ESTAING EN AQUITAINE

Samedi 4000 travailleurs manifestent

SAMEDI 6 octobre, ce sont environ 4 000 travailleurs qui ont manifesté contre la venue de Giscard à Bordeaux. La manifestation du jeudi précédent qui avait rassemblé près de 15 000 personnes a montré que les travailleurs savaient se serrer les coudes, non pas pour approuver le consensus social de Giscard, mais pour affirmer leur volonté de s'opposer à la politique gouvernementale. La manifestation du samedi, aux dires même des dirigeants syndicaux, devait être une manifestation active. Qu'en a-t-il été ?

C'EST dans un Bordeaux quasiment désert et quadrillé par la police que la manifestation a eu lieu avec en tête les boîtes en luttés (St-Joseph, Lanaverre, Auximéca, la SAM, Pein-Gasquet...). On remarquait particulièrement les hospitaliers CGT et CFDT (il y a 700 licenciements d'auxiliaires au centre hospitalier régional) ve-

nus en nombre important et qui ont animé une partie de la manifestation avec leurs mots d'ordre « *A bas l'Etat des flics et des patrons* », « *La santé, un droit pour tous, l'exiger c'est l'affaire de tous* », « *Giscard, salaud, le peuple aura la peau* », « *Des crédits pour la santé, pas pour les flics* ». Les organisations syndicales ont pris ensuite l'initiative de faire bloquer le train

de Paris par les travailleurs des boîtes en lutte (ils bloquaient symboliquement le train du chômage) pendant que le reste des manifestants attendaient sur le parking de la gare.

Cette initiative qui scindiait en deux la manifestation a soulevé une certaine incompréhension (aucune explication n'ayant été donnée) et même pour certains une désapprobation devant un acte qui divisait les travailleurs à une période où plus que jamais l'unité est nécessaire.

A la fin du discours syndical, des mots d'ordre « *Union, action avec les communistes* » jaillirent vite couverts par des « *Union, action avec les travailleurs* ». La manifestation était en passe de se

disloquer tandis qu'une centaine de travailleurs criaient : « *A la mairie, à la mairie* ».

Il est significatif que ce mot d'ordre juste soit lancé au départ par des travailleurs en lutte qui venaient de bloquer le train et par des jeunes membres du PCF, mais il était bien trop tard pour que cette volonté de manifester là où Giscard était puisse changer le cours de la manifestation.

Le PCF a tenté d'imposer ses propres mots d'ordre contre le PS et, contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Quant au PS, il fit appel le matin même à un autre rassemblement devant le centre hospitalier régional de Pellegrin. Une fois de plus, les travailleurs ont fait les frais des disputes du PCF et du PS. Nombreux

La presse aux ordres

SI pendant trois jours, les Aquitains ont été informés des moindres faits et gestes de Giscard, ni le journal *Sud-Ouest*, ni *FR3* n'ont cru bon de relater la manifestation du samedi 6 octobre. A croire que tous les journalistes de *Sud-Ouest* et de *FR3* étaient massés dans les salons luxueux de la préfecture.

La presse régionale peut être fière d'avoir contribué au « succès » de la visite de Giscard en Aquitaine en laissant croire que le consensus tant voulu par le président était déjà réalisé en Gironde.

sont les travailleurs à regretter que la manifestation ait revêtu un caractère trop défensif, compte tenu de l'importance de la combativité : en criant « *A la mairie, à la mairie* », ils aspiraient à ce que leur colère vienne troubler la tranquillité feutrée de Giscard et de Chaban.



Giscard : « Les atouts du grand Sud-Ouest »

Bordeaux, correspondance

La visite de Giscard en Aquitaine est l'occasion d'un immense tintamarre à propos du grand Sud-Ouest. Que ce soit Giscard lui-même dans une interview au journal local ou bien les différents représentants de la bourgeoisie de notre région, tous témoignent d'une grande générosité dans les paroles en évoquant les chances de l'Aquitaine. Ils nous font miroiter un brillant avenir qui n'arrive pas à masquer le vide de ce fameux plan de développement de l'Aquitaine. Bref, tout cela a un très fort relent électoral qui ne trompera pas les travailleurs, car ces derniers vivent quotidiennement une réalité opposée à tous les discours du président et des notables de tous bords.

Un chômage considérable

L'AQUITAINE recense aujourd'hui 73 000 demandeurs d'emploi (chiffres officiels) et les perspectives pour janvier 1980 sont encore plus sombres (80 000 demandeurs d'emploi d'après une étude du comité

d'expansion régionale). Le taux de chômage est nettement supérieur à la moyenne nationale et la poursuite de l'exode rural lié aux fermetures d'entreprise et de licenciements ne peut qu'entraîner une aggravation du phénomène.

Le véritable objectif de Giscard

CITATIONS extraites du discours de Giscard au journal local : « *Et que dire des paysages si variés de l'Aquitaine : hautes vallées du Béarn et de la Foutle, sous bois des Landes, côte d'argent, côtes de Chalosse, Dordogne ? Ils constituent un capital inestimable au regard des nouvelles formes de tourisme vert* ». Giscard, le 3 octobre

1979. A défaut de propositions concrètes pour stopper le processus de désertification de l'Aquitaine, Giscard a trouvé un remède créateur d'emplois : faire de chaque Basque, Béarnais ou Occitan un bipède pittoresque livré à la curiosité des touristes pour le plus grand profit des marchands de voyages et autres promoteurs en tout genre.

Comme au bon temps de l'occupation

VUE par Giscard de Paris, l'Aquitaine doit ressembler à une lointaine colonie où la pacification n'a pas réussi à faire régner une totale sécurité. C'est pourquoi le voyage présidentiel donne lieu à un déploiement de forces impressionnant, des cars de CRS à tous les coins de rue, des patrouilles cir-

culant sur les trottoirs, des quartiers quadrillés, des rues interdites d'accès, hérissées de postes de contrôle pour filtrer les officiels et personnalités invitées ; c'est dans une atmosphère de ville occupée que Giscard « visite l'Aquitaine ». A croire que s'il aime les beaux paysages de notre région, il apprécie beaucoup moins les Aquitains.

Des plans mais pas d'emplois

POUR Giscard, la forêt landaise est une des chances de l'Aquitaine (interview au journal local *Sud-Ouest*) ; pour notre Parti, elle est un des exemples édifiant des conséquences de la logique capitaliste.

Les Landes : 900 000 hectares de pins, 9 habitants au kilomètre-carré. Un désert humain au cœur du plus grand massif forestier de France. 150 ans de tradition d'économie forestière sacrifiés sur l'autel du profit maximum, de la rentabilité.

En 1920-1930, 20 000 personnes étaient occupées pour produire et distiller 120 millions de litres de gemme (résine de pin), en 1978, ils ne sont plus que 300 pour une production tombée à 4 millions de litres. Depuis 1962, ce sont 10 000 emplois qui ont été supprimés et pourtant, ce

ne sont pas les plans qui ont manqué : 1976 : action prioritaire en direction de la gène. 1977 : plan d'aménagement spécial ; 1979 : Plan Aquitaine. Les plans se succèdent mais la crise s'aggrave.

Giscard hors de nos murs

DES son premier discours, prononcé jeudi 4 octobre à Agen, le chef de l'Etat a entonné le refrain classique de l'appel à l'union nationale : « *Quelle est la règle dans une période difficile ? C'est de serrer les coudes : je souhaite que chacun le comprenne* ». Autant dire tout de suite qu'il n'a pas été entendu. Car, au même moment, c'est environ 15 000 travailleurs qui s'étaient rassemblés à Bordeaux à l'initiative de la CGT et de la CFDT.

15 000 travailleurs qui n'étaient pas venus dans l'intention de serrer les coudes avec le représentant des grands monopoles et des banquiers mais au contraire de crier très fort leur mécontentement et leur détermination à s'opposer résolument à la politique de chômage et d'austérité de Giscard-Barre. C'est ce qu'a exprimé cette ouvrière d'une cinquantaine d'années, travaillant dans un laboratoire pharmaceutique de Bordeaux : « *Aujourd'hui on est là parce que ça commence à suffire. Dans mon entreprise, malgré un fort taux de syndicalisation, les grèves sont rares mais aujourd'hui, on a mis le paquet* ». Et ils étaient nombreux à avoir mis le paquet ce jour-là.

Les hospitaliers animés d'une grande combativité pour s'opposer aux licenciements de 700 auxiliaires. Ceux des boîtes en lutte qui refusent le fait accompli et poursuivent l'occupation de leur entreprise, ceux de la verrerie de Bègles menacés par un dépôt de bilan de leurs entreprises et le licenciement de 800 salariés. Ceux de la Sécurité sociale, des PTT et bien d'autres.

Le cortège hérissé de banderoles occupait toute la rue Ste-Catherine depuis le grand théâtre jusqu'à la place de la Victoire, soit un kilomètre et demi de distance. Une telle mobilisation ne s'était pas vue depuis longtemps. Aux cris de « *Les 35 heures sans diminution de salaire* », « *Le chômage, nous le refusons, c'est pour cela que nous luttons* », « *Nous voulons vivre et travailler au pays* », la population laborieuse de Bordeaux a voulu recevoir Giscard à sa manière et lui montrer qu'elle n'est pas dupe de ses promesses.

Les « porteurs de pancartes » n'en déplaise à Raymond Barre, ont manifesté clairement leur intention de s'unir encore plus dans l'action pour faire aboutir leurs justes revendications. Comme le déclarait le tract commun du PCML et du PCRml : « *Contre le chômage, contre la crise, unité de la classe ouvrière* ».

CAISSE D'ALLOCATIONS

Le refus de vivre aux handicapés

Vous avez dit le SMIC à 2 152,76 F à partir de septembre 1979 ?

Le SMIC est bien le salaire minimum de croissance, le minimum garanti au-dessous duquel une personne ne peut pas vivre décemment ? N'est-ce pas ? Alors pourquoi un tel battage autour du relèvement, au 1er juillet 1979, des prestations délivrées aux handicapés ? Prestations qui s'élevaient dans le pire des cas à 304 F par mois, dans le meilleur des cas à 1 150 F mensuels (se reporter au tableau).

Est-ce un aspect de la politique gouvernementale « d'humanisation », de transformation du sort des handicapés, d'assistés économiques, à la charge de leur famille, en travailleurs, en invalides indépendants économiquement ?

MAIS derrière ces promesses, on assiste à une aggravation des conditions de vie des handicapés. Les prestations versées ne craqueront pas les coutures de leur portefeuille, soyons-en certains.

Mais même le versement de ces rentes est sujet à caution. Je n'en veux qu'un exemple : le scandale de la rue Viala.

LE DEDAILE DES COULOIRS

En juin 1975, le Parlement vote la loi d'orientation sur les personnes handicapées, créant une nouvelle allocation aux adultes handicapés, invalides à plus de 80 %. Bien. Mais les structures lourdes et traînantes de la rue Viala (qui couvre les allocataires des cinq départements de la région parisienne) est dans l'incapacité d'absorber les



dossiers de cette nouvelle allocation.

« Les demandes étaient

recevables à partir du 1er octobre 1975, mais nous avons reçu les premiers imprimés nécessaires en juillet 1976. Nous avons commencé à traiter vraiment les demandes en janvier 1977. Jamais on ne nous a donné les moyens suffisants de travailler correctement », témoigne une employée.

Le résultat : des centaines et des centaines d'allocataires handicapés attendent des mois, voire un an. Le résultat est dramatique. « Monsieur T., handicapé à plus de 80 % perd en 1976 ses droits au chômage et à la Sécurité sociale (blocage administratif). En janvier 1978, il dépose une demande d'allocation d'adulte handicapé. Dix mois plus tard, la commission départementale donne son accord. M. T. n'a encore rien touché... en septembre 1979. Il vit avec les sommes du bureau d'aide sociale de son domicile. Il n'a pas pu payer son loyer depuis 1977, son électricité est coupée ».

Ces lourdeurs administratives ne confortent-elles pas, sans le vouloir, du moins je l'espère, l'opinion de René Lenoir, ancien secrétaire d'Etat à l'action sociale, qui enlèverait tout bonnement les piles cardiaques aux vieillards. Pourquoi alors ne pas couper les vivres aux handicapés, les précipiter dans la misère, les réduire à la désespérance, au suicide ?

Nathalie VILLOTIERS

LES PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES AU 1^{er} JUILLET 1979

CATEGORIES	PRESTATIONS	MONTANT
Handicapés âgés de moins de 20 ans	Allocation d'éducation spéciale (32 % base calcul allocations familiales)	mensuel : 304,00 F
	Complément 1 ^{re} catégorie. Pour aide quotidienne et constante d'une tierce personne	mensuel : 456,00 F
	Complément 2 ^e catégorie. Pour aide quotidienne mais discontinue d'une T.F.	mensuel : 228,00 F
Handicapés âgés de plus de 20 ans ayant une incapacité d'au moins 80 % (ou âgés de plus de 16 ans si entrés dans la vie active)	Allocation aux adultes handicapés	mensuel : 1 150,00 F
	Allocation compensatrice pour aide d'un tiers personne	annuel : de 11 686,00 F à 25 376,00 F (de 40 à 80 % de la majoration T.P. de la S.S.)
	Allocation compensatrice pour frais professionnels justifiés	- Pourcentage de la majoration T.P. de la S.S. jusqu'à 80 % de cette majoration - 20 % si nécessité de tierce personne
	Allocation compensatrice pour aide d'une tierce personne et pour frais justifiés.	L'allocation la plus élevée des deux est retenue. Elle est majorée de 20 % de la majoration T.P. de la S.S.
Handicapés âgés de plus de 20 ans, ayant une incapacité de moins de 80 % et reconnus incapables de travailler.	Allocation aux adultes handicapés	mensuel : 1 150,00 F

Handicapé ou colis ?

« L'archétype de la mère de famille, raisonnable, raisonnable, humaine ». Mme Veil avait promis une attention toute particulière aux handicapés lors de son ministère.

L'accablant témoignage ci-dessous en est-il une des applications ?

« Handicapée physique en fauteuil roulant, j'ai trente ans. On parle souvent des handicapés, savez-vous comment ils voyagent en train ?

Au premier semestre 1979, voyageant pour des stages de formation ou des vacances, j'ai été installée, pour quatre voyages différents, toute seule, dans le fourgon postal. Voyages pleins d'agréments inatten-

du (absence de fenêtres, de toilettes et de tout interlocuteur, tanguage du fauteuil au gré des freinages ou des accélérations...).

Pourquoi ces difficultés ? Le personnel de la SNCF n'a pas reçu de formation. Il est maladroit devant un fauteuil qu'il faudrait plier dans une soute à bagages après nous avoir installé sur un siège normal.

Alors que faire ?

Le plus simple serait d'accorder le bénéfice d'un accompagnateur gratuit aux grands handicapés physiques, de donner des instructions et une formation aux cheminots. »

TELEVISION

Lundi 8 octobre, TF1 à 20h35

Les poulets



Cinéma américain : une image des policiers qui se veut familière

Un film policier d'après le roman d'Ed Mac Bain : les détectives d'un commissariat de Boston dont Burt Reynolds et Raquel Welch sont aux prises avec un assassin maître-chanteur surnommé « le sourd » et incarné par Yul Brunner. Cela donne un film mené à vive allure rempli de courses poursuites.

LA soirée se continue avec un portrait de Ed Mac Bain, auteur du scénario de ce film et de quantité de romans policiers dont « Qui êtes-vous monsieur Carella ? ». Les réalisateurs ont tenté, sans succès, d'établir un parallèle entre la fiction des films, des romans et la réalité, celle de New York et de sa police.

Une évidence : le héros des romans et des films de notre époque n'est plus le chevalier au grand cœur qui protège la veuve et l'orphelin ; c'est le flic véreux qui utilise les procédés les plus louches pour mener son enquête et pour protéger l'ordre établi. Un héros bien commun et bien peu ragoutant. D'autre part, la profusion de tels films policiers a pour effet de faire pénétrer le public dans l'univers des flics et de rendre familiers les policiers qui sont, à juste titre, impopulaires. Ce phénomène reflète le fait que le pouvoir, que ce soit en France ou ailleurs, a bien du mal à masquer sa réalité : l'exploitation basée sur une répression de tous les instants avec écoutes téléphoniques, poses de micros, tabassages, chantage, etc.

Mais pourquoi un tel engouement pour des personnages si peu sympathiques ? Il semble bien qu'au-delà des héros, les spectateurs ou les lecteurs apprécient la forme du récit. Un récit qui sollicite en permanence la réflexion et l'intérêt du spectateur ou du lecteur. Il s'agit d'une enquête : ils doivent renouer les fils de l'intrigue, avoir à dé-

couvrir le coupable, rechercher les mobiles, les intérêts qui poussent à l'action.

Le policier (roman ou film), c'est un peu de la vie et de l'action par procuration, comme les romans photos. De l'aventure, du suspense, voilà qui touche à la vie réelle bien quotidienne où les pouvoirs et les possibilités d'initiatives de chacun sont limités. Brecht écrit à propos de la popularité du roman policier : « La vie de la masse atomisée et de l'individu collectivisé de notre époque s'écoule sans laisser de traces. Lacune pour laquelle le roman policier offre certaines compensations. »

Le mode du récit policier est en effet de plus en plus utilisé dans les livres et particulièrement les films qui traitent des réalités socio-politiques.

Cela avait commencé avec Horace Mac Coy, romancier américain dont le héros est souvent un journaliste qui dénonce la corruption du système. Il y a eu par la suite de nombreux romans, dits « noirs », qui dénonçaient les policiers marron et l'imbrication de la mafia dans l'Etat. Dans le *Sheriff*, dans *l'Attentat*, ou dans *Dupont Lajoie* de Boisset, dans *Un si joli village* et plus récemment dans *Le Mors aux dents* ou *Le Syndrome chinois*, le rythme, l'action, le suspense du film policier servent très efficacement à montrer les parties cachées de l'actualité, les combines, les trafics qui sont monnaie courante mais que le pouvoir veut dissimuler.

LC

« Nos expériences, dans la vie, se font sous forme de catastrophes. C'est de catastrophes que nous devons déduire la manière dont fonctionne notre système social. C'est à l'occasion de crises, de dépressions économiques, de révolutions et de guerres que nous devons, par la réflexion, discerner l'« inside story ». Déjà en lisant les journaux (mais aussi les notes à payer, les lettres de licenciements, les ordres d'appel sous les drapeaux, etc.), nous sentons que quelqu'un a dû faire quelques chose pour que la catastrophe visible ait eu lieu. Alors qui a fait quoi ? Derrière les événements qui nous sont annoncés, nous en supposons d'autres qui ne le sont pas. Ceux-ci sont les vrais événements. C'est seulement si nous les connaissions que nous comprendrions ».

B. Brecht, Articles sur la littérature.

FOYER SONACOTRA DE VILLEJUIF

« Les résidents ont mal ressenti la venue du Parti communiste dans le foyer »

Interview réalisée en commun par le Quotidien du peuple et Humanité rouge

Aujourd'hui, la lutte des résidents est de nouveau durement attaquée par le pouvoir. Les expulsions des résidents, les saisies-arrests sur salaire sont nombreuses dans toute la France. Plusieurs délégués sont passés ou doivent passer devant des commissions d'expulsion, ils risquent d'être expulsés hors de France. Des résidents sont inquiétés par la justice pour le simple fait d'avoir distribué des tracts. C'est dans ce contexte, juste avant le rassemblement de Garges contre les lois Bonnet-Stoléru, que le 27 septembre 1979, des expulsions ont eu lieu au foyer de Villejuif, suivies par plusieurs interventions du PCF pour faire reprendre le paiement des loyers. Des camarades du PCR et du PCML sont allés interviewer un des délégués du foyer sur ce qui s'est passé.

QDP et HR : Est-ce que tu peux me rappeler comment a commencé la grève sur le foyer, et quelles ont été les attaques contre la lutte ?

M : La grève des loyers a commencé le 1er juillet 1977, à cause du loyer trop cher, et d'un problème de changement de matelas. Sur les 298 résidents du foyer, 33 personnes seulement continuent de payer leur loyer.

Pour les attaques, il y a eu plusieurs procès demandant l'expulsion de résidents, mais les expulsions n'eurent jamais lieu. Il n'y a pas eu jusqu'à maintenant de saisies-arrests sur salaire.

QDP ET HR : Parle-nous des derniers événements, c'est-à-dire l'expulsion des deux résidents, dont un délégué et l'intervention du Parti communiste de Villejuif.

M : La police en civil (20 personnes environ) est venue vers 5 h 30 jeudi 27 septembre au matin pour bloquer 7 chambres. Ils ont pris les affaires du délégué. Ils étaient accompagnés d'un huissier et d'un commissaire envoyé par la direction de la Sonacotra. Sur les sept chambres, deux seulement étaient occupées. Donc, c'est bien deux expulsions : un résident qui avait quitté les lieux depuis trois semaines, et un délégué étaient présents.

Le Parti communiste est venu le soir de l'expulsion, alors que les résidents faisaient leur assemblée générale. Plus de cinquante membres du Parti communiste venaient apporter leur soutien. Ils étaient déjà venus nous voir au mois de mai dernier. Ils nous ont alors dit de négocier le plus vite possible (le soir-même ou le

lendemain) avec le directeur de la Sonacotra. Un membre du Parti communiste, membre de la section immigration, s'adressa à nous en arabe. Il dit que pendant la guerre d'Algérie, les communistes ont soutenu les Algériens. Il critique le Parti socialiste. Il dit que le Parti communiste est un parti fort et il critique le comité de coordination et ce qui se passe à Garges-les-Gonnesse.

Le Parti communiste formule de nouvelles propositions et dans un tract demande la reprise des paiements.

QDP et HR : Que penses-tu de ces propositions quelle fut la réaction des résidents ?

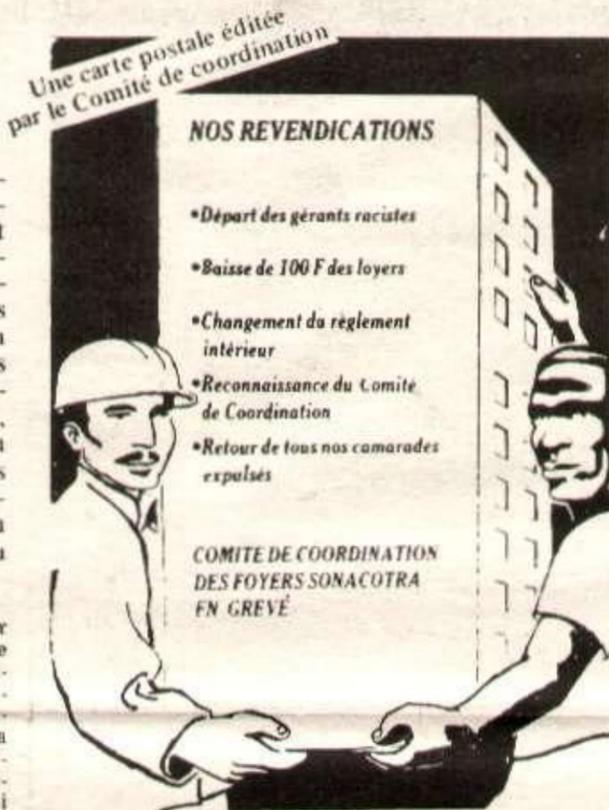
M : Le Parti communiste demandait d'abord la réparation de douches, le commencement des travaux de construction, de l'escalier de secours. Les résidents le réclament depuis l'incendie d'une partie du foyer en 1976.

Le Parti communiste parle aussi de la liberté de visite jusqu'à 10 h du soir (cela est déjà écrit dans le règlement intérieur du foyer avec lequel les résidents ne sont pas d'accord).

Il nous propose de reprendre le paiement des arriérés, en tenant compte du salaire de chaque résident.

De mars 1977 à mars 1978, les résidents ne rembourseraient rien et à partir de mars 1978, ils paieraient la totalité. Les résidents ne sont pas d'accord, car ils ne comprennent pas que pour la même chambre (elles ont toutes la même superficie), un résident qui gagne moins remboursera moins qu'un résident qui gagne plus.

Le Parti communiste a voulu faire signer les résidents, c'est-à-dire un pro-



NOS REVENDICATIONS

- Départ des gérants racistes
- Baisse de 100 F des loyers
- Changement du règlement intérieur
- Reconnaissance du Comité de Coordination
- Retour de tous nos camarades expulsés

COMITE DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA FN GREVE

locole d'accord avec leurs propositions. Mais les quelques résidents qui signèrent, le firent parce qu'ils ne comprennent pas le contenu, certains ne savaient pas lire. Il propose aussi de reloger le délégué expulsé à l'extérieur du foyer.

Les résidents ont mal ressenti la venue du Parti communiste dans le foyer. Le lendemain de l'expulsion, le Parti communiste revient et me demande de descendre avec eux pour discuter des négociations. Il refuse d'écouter le délégué qui a été expulsé. Ils sont une cinquantaine devant le foyer et empêchent que des gens du comité de soutien et deux membres de la coordination entrent dans le foyer.

QDP et HR : Le lendemain soir, après les expulsions avec les gens du Parti communiste, il y avait des gens de la cité voisine. Quels sont les liens que tu as et que les résidents ont avec eux ?

M : Je connais des gens de la cité : des Portugais, des Italiens, mais aussi des Français. J'ai déjà discuté avec eux, car ils ne comprennent pas bien pourquoi eux payent leur loyer et pas

nous. Alors je leur parle du loyer, des chambres séparées en deux, du règlement intérieur, et de l'escalier de secours que nous réclamons depuis l'incendie d'une partie du foyer en 1976 et ils sont d'accord.

QDP et HR : Est-ce qu'ils connaissent le foyer ?

M : Ils sont déjà venus visiter plusieurs fois l'intérieur du foyer.

QDP et HR : Comment pensez-vous développer la solidarité autour de ce qui vient de se passer ?

M : Nous voulons aller voir, avec quelques résidents, les gens de la cité voisine qui nous sont les plus proches. Ce sont des gens que nous avons vus pendant certains portes-à-portes faits par le comité de soutien avec nous.

QDP et HR : Suite aux expulsions, qu'avez-vous décidé de faire ?

M : A la dernière assemblée générale du vendredi 28 septembre dans le foyer, les résidents ont dit qu'ils voulaient continuer la grève. Plusieurs d'entre eux, proposent d'aller voir le gérant pour qu'il débloque les chambres. Ils demandent la réintégration des expulsés dans le foyer.

Au moment où commence à se réaliser un début de riposte aux lois Bonnet-Stoléru à laquelle la coordination est largement associée, le PCF prend une lourde responsabilité en tentant de rejeter les résidents dans l'isolement, de les couper des travailleurs français. Aujourd'hui, il faut au contraire œuvrer au rassemblement de tous ceux qui veulent lutter contre les lois. S'opposer aux expulsions ensemble est un moyen pour y parvenir.

L'Humanité rouge bimensuelle est parue

AU SOMMAIRE : UN DOSSIER
A qui sert l'armée ?



- Les réactions après l'assassinat de Pierre Goldman.
 - Centrafrique : pourquoi Giscard a changé de marionnettes ?
 - Des enquêtes-reportages de Yannick Dagorn.
 - Les voleurs de dimanche.
 - La troisième mort de Redon-Garnier.
 - Une rubrique culturelle variée : livres, disques et musique, cinéma, histoire.
- Le numéro 4 F. Passez vos commandes à l'administration du journal.

LE BIMENSUEL No 63
Un numéro de grande diffusion

Le prochain bimensuel 63 qui sortira le 16 octobre comprendra un dossier d'actualité brûlante : « La Chine d'aujourd'hui ». Henri Jour, rédacteur en chef du bimensuel, qui faisait partie d'une délégation de journalistes en Chine s'entretiendra avec Jean Schubert des questions brûlantes : démocratisation, changement de ligne, démocratie, etc.

Un numéro à diffuser largement !
Passez dès maintenant vos commandes à l'administration du journal.

30e anniversaire de la République populaire de Chine

Activités de l'AAFC à Paris

I - Au centre Pompidou
EXPOSITION DE PHOTOS « VU EN CHINE »

Galerie de la Bibliothèque publique d'information (2e étage) jusqu'au 26 novembre.

Photographies de Guy Hésant, Françoise Hugotier, François Locheon, Jean-Louis Boissier, Eric Morvan, Françoise Saur, Laurence Vidal, Christian Viouard, avec la participation des Amitiés franco-chinoises et de l'agence Gamma.

Son également présentées des séries de diapositives par thèmes.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
 PRENOM
 Lieu de travail
 Adresse
 Code postal

(A retourner à la boîte postale de L'Humanité rouge)

L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Quercy
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
 Front ouvrier : Gilles Carpentier International : Annie Brunel
 Pour toute correspondance :
 L'Humanité Rouge :
 B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19
 CCP : 30 226-72 D La Source
 Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
 Commission paritaire No 57 952
 Distribution NMPP
 Imprimerie La Nouvelle
 Dépôt légal 4e trimestre 1979

La révolution chinoise depuis 1949

L'histoire de ces 30 dernières années en Chine, au cours desquelles le peuple chinois a, par sa lutte, obtenu des succès sans précédent, constitue un processus très complexe. Sur nombre d'événements qui ont jalonné cette période, sur nombre de questions qu'elle a ouvertes, le Parti Communiste chinois lui-même n'a

pas encore porté un jugement définitif.

Aussi, en évoquant ici l'histoire de la République populaire de Chine, nous entendons seulement rappeler certains traits marquants de cette période, fournir certains points de repère.

POINTS DE REPERE CHRONOLOGIQUES (suite)

1962 : Cette année est marquée notamment par un débat au sein du Parti communiste chinois, sur le bilan à tirer du «grand bond en avant». Les difficultés rencontrées au cours de ce vaste mouvement destiné à accélérer l'édification socialiste sont imputées non seulement aux calamités naturelles, à la cessation de l'aide soviétique mais aussi à certains excès gauchistes, tels que le volontarisme, la précipitation dans le rythme de collectivisation, de formation des communes populaires, la tendance à l'égalitarisme, avec l'illusion d'une possibilité de «communisation» rapide, le tout développé sur le terrain de l'inexpérience, de l'inexpérience.

Tandis que certains, tels Liu Shaoqi, mettent en cause le «grand bond» lui-même, une rectification est entreprise qui s'efforce de conserver les acquis positifs du «grand bond». C'est l'objet notamment de la conférence de travail élargie du CC du PCC qui se tient début 1962, avec la participation de 7 000 personnes. Dans une intervention à cette conférence, Mao Zedong fait un bilan d'un point de vue autocritique déclarant notamment : «Je me suis surtout penché sur les problèmes touchant au système social, aux rapports de production. Au sujet des forces productives, je sais très peu de choses. Dans l'ensemble de notre parti, ce qu'on connaît de l'édification socialiste est très insuffisant. Au cours de la période à venir, nous devons accumuler de l'expérience, étudier assidûment et, dans la pratique, approfondir peu à peu notre connaissance de l'édification socialiste et en pénétrer les lois. Il faut fournir un gros effort et faire sérieusement des enquêtes et recherches dans ce domaine. Il faut se fixer à la base pendant un certain temps dans les brigades ou des équipes de production, des usines ou des magasins. Faire des enquêtes et des recherches, c'est une méthode que nous suivions assez bien dans le temps ; mais, depuis que nous sommes entrés dans les villes, nous avons cessé de l'appliquer avec sérieux. En 1961, nous l'avons remise à l'honneur, et la situation a déjà plus ou moins changé...»

Mao insiste sur la nécessité de développer la ligne de masse, de raffermir le centralisme démocratique dans le parti, et maîtriser les lois objectives de l'édification socialiste.

Dans son discours du 29 septembre dernier, Ye Jianying, vice-président du CC du PCC, évoque les «succès grandioses» obtenus à partir de 1958, tout en soulignant les erreurs commises «qui se traduisaient par des directives données à tort et à travers», la «vantardise» et le déchaînement du vent communiste. Ye Jianying poursuit en indiquant que «le comité central du parti et le camarade Mao

Zedong se sont vite aperçus de ces «erreurs de gauche» et «c'est sous leur direction que nous nous sommes mis à les rectifier».

En avril et mai éclatent les premiers incidents de frontière avec l'URSS au Xinyang. Le conflit frontalier va devenir une donnée permanente des relations avec l'URSS. En octobre-novembre, conflit avec l'Inde : l'URSS prend parti pour l'Inde.

1963 : Le «Mouvement d'éducation socialiste» prend son essor à la campagne : il a pour objectif l'éducation idéologique, par la dénonciation des tendances capitalistes, le renforcement de l'économie collective, la consolidation des associations paysannes. Dans la mise en œuvre de ce mouvement réapparaissent les divergences surgies les années précédentes sur l'appréciation du Grand bond et le rythme de la collectivisation.

De 1963 à 1964, la presse chinoise va publier les «neuf articles» parmi lesquels la «lettre en 25 points» qui constitue une dénonciation globale par le PCC de la ligne du parti soviétique, qui a abandonné les principes du marxisme-léninisme, et prône la collaboration de classes et la soumission à l'impérialisme US, sous prétexte de «coexistence pacifique».

1964 : Le Mouvement d'éducation socialiste donne lieu à des interprétations différentes. Pendant cette période, Liu Shaoqi envoie à la campagne des équipes de travail centrales qui procèdent à de nombreuses révocations de cadres. Dans l'armée, à l'initiative de Lin Biao, se développe un mouvement dit «d'étude et d'application vivante» de la pensée Mao Zedong.

Réunion de la 3^e Assemblée nationale populaire. Elle confirme Liu Shaoqi et Zhou Enlai dans leurs fonctions respectives de Président de la République et de Premier ministre. Dans son rapport sur les activités du gouvernement, Zhou Enlai déclare : «Nous devons, avant la fin du siècle, transformer la Chine en un puissant Etat socialiste, doté d'une agriculture, d'une industrie, d'une défense nationale, d'une science et d'une technique modernes».

Mao ayant adressé des critiques aux milieux artistiques et culturels qu'il estime coupés des masses, peu soucieux de leurs problèmes, le CC du PCC crée un «groupe chargé de la Révolution culturelle».

Dans le même temps, apparaissent les mots d'ordre lancés par Mao : «Prendre pour modèle la brigade de Dazhai dans l'agriculture et l'exploitation pétrolière de Daqing dans l'industrie». Daqing par exemple concentre en effet un certain nombre d'acquis de l'édification socialiste en Chine : la création de ce champ pétrolier du Nord-Est met en valeur le principe de compter sur



Dès 1964, Mao Zedong et le parti communiste chinois lançaient le mot d'ordre : «Prendre exemple sur l'exploitation pétrolière de Daqing».

ses propres forces, sans aide massive de l'Etat, il réalise une combinaison de l'industrie et de l'agriculture, de la ville et de la campagne, du travail manuel et du travail intellectuel ; l'étude du marxisme-léninisme, la mise au premier plan de la conscience politique s'y accompagnent de l'étude des phénomènes scientifiques et des techniques, en vue d'une juste articulation entre révolution et production.

— La même année, la Chine fait exploser sa première bombe atomique, brisant le monopole de l'arme nucléaire, détenu par les grandes puissances.

1965 : Dès janvier, le Bureau politique du PCC publie un texte en 23 points, qui tente de redéfinir les objectifs controversés du Mouvement d'éducation socialiste. Ce texte dénonce déjà «les hauts responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste».

Le point de départ de la Révolution culturelle va être en novembre une critique de la «déstabilisation de Hai Rui», pièce accusée de constituer une attaque contre Mao Zedong.

— L'intervention américaine s'aggrave au Vietnam. Premiers bombardements contre le Nord. La République populaire de Chine va constituer un arrière sûr pour la lutte du peuple vietnamien, et des autres peuples indochinois ; elle leur fournit vivres, vêtements, armes et munitions. La valeur de cette aide est évaluée à 10 milliards de dollars. Nombre d'officiers et de soldats d'origine chinoise combattent directement dans l'armée populaire du Nord-Vietnam, pour repousser l'agression américaine.

La révolution culturelle

1966 : Le déclenchement de la Révolution culturelle est inséparable des enseignements tirés de la restauration du capitalisme en URSS et dans les autres pays de l'Europe de l'Est. L'affirmation comme quoi «la Chine restera rouge» illustre cette volonté de

s'opposer à ce que la Chine connaisse une tragédie semblable, dans un contexte international marqué par la scission opérée publiquement au début des années 60 au sein du Mouvement communiste international, par le PCUS qui propage ses thèses révisionnistes modernes. C'est en s'appuyant sur la mobilisation des masses la plus large possible que la Révolution culturelle doit s'opposer à toute tentative de restauration capitaliste en Chine. C'est ce qu'indiquait Mao en déclarant dès 1965 : «Dans le passé, nous avons mené la lutte dans les campagnes, les usines et les milieux culturels, entrepris le Mouvement d'éducation socialiste, sans pour autant résoudre le problème, parce que nous n'avions pas trouvé une forme, une méthode, permettant de mobiliser les larges masses ouvertement dans tous les domaines à partir de la base pour qu'elles dénoncent notre côté sombre».

Le 16 mai, une circulaire du Comité central dénonce l'ancien groupe chargé de la Révolution culturelle, (Peng Zheng et Liu Shaoqi) et appelle à «critiquer les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti, le gouvernement, l'armée et les différents secteurs du domaine culturel». Elle met en garde contre «des individus du genre Khrouchchev qui attendent leur heure», en s'appuyant sur le fait qu'en URSS, c'est la dégénérescence révisionniste du Parti communiste qui a déterminé la restauration du capitalisme. A l'origine, la Révolution culturelle devait durer trois ans.

Le 5 août, Mao rédige un dazibao soutenant les premiers dazibaos parus à l'université de Beijing. Le débat par affiches murales et réunions spontanées se développe dans les écoles et les universités, sur les problèmes de l'éducation et de la culture, de la superstructure en général, dont on estime qu'elle est contaminée par l'idéologie bourgeoise. Très vite, la jeunesse va se

mobiliser par millions dans les organisations de «gardes rouges». Les étudiants seront bientôt rejoints par de jeunes ouvriers. L'idée comme quoi les masses doivent «occuper des affaires de l'Etat», que les travailleurs doivent contrôler l'ensemble des aspects de la vie politique et sociale, la nécessité d'avancer dans la résolution des contradictions travail manuel-travail intellectuel, ville-campagnes, les références fréquentes à la Commune de Paris et à ses principes, notamment l'absence de privilèges, l'éligibilité et la révocabilité de ses dirigeants, sont au cœur de vastes débats où on entend s'opposer aux idées révisionnistes qui ont triomphé en URSS.

La décision du 8 août du CC du PCC appelle les membres et les cadres du Parti à s'engager activement dans la Révolution culturelle. Elle soutient la constitution des organisations qui en sont issues. Elle met en garde contre un élargissement de la cible et avance le mot d'ordre «Faire la révolution et promouvoir la production». Le onzième plénum du CC (qui ne s'était pas réuni en session plénière depuis 1962) soutient la ligne du grand bond, le Mouvement d'éducation socialiste et la Révolution culturelle.

Pendant les derniers mois de 1966, les équipes de «gardes rouges» se déplacent dans tout le pays pour diffuser la Révolution culturelle et faire des échanges d'expérience.

1967 : Des incidents violents, des affrontements entre factions rivales de «gardes rouges» se multiplient. Des ministères sont occupés, des ambassades attaquées. L'armée est invitée à intervenir pour empêcher les affrontements, mais sans réprimer et sans dissoudre les groupes de «gardes rouges».

En juillet-août, les affrontements et les violences s'aggravent. A Beijing, Shanghai et ailleurs, des affrontements sanglants font des milliers de morts, des factions rivales se développent et se combattent souvent militairement, chacune prétendant avoir la «ligne juste».

En septembre, une série de directives du Parti critiquent sévèrement l'«ultra-gauche», affirmant que la quasi totalité des cadres sont bons ou «récupérables». L'utilisation de la violence est dénoncée. Un groupe, le «Groupe 516» est accusé de conspiration. Le CC du PCC appelle à la poursuite du mouvement sans qu'il entrave la rentrée scolaire et universitaire et la production.

A suivre

Article commun
au Quotidien du Peuple
et à L'Humanité Rouge